

À propos du livre de Vincent Gayon : *Épistémocratie. Enquête sur le gouvernement international du capitalisme*, Paris, Éditions Raisons d'Agir, 2022

Christian Deblock and Vincent Gayon

Number 69, 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1109434ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association d'Économie Politique

ISSN

0715-3570 (print)

1710-7377 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Deblock, C. & Gayon, V. (2023). Review of [À propos du livre de Vincent Gayon : *Épistémocratie. Enquête sur le gouvernement international du capitalisme*, Paris, Éditions Raisons d'Agir, 2022]. *Revue Interventions économiques / Papers in Political Economy*, (69).

© Christian Deblock et Vincent Gayon, 2023



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

À propos du livre de Vincent Gayon : *Épistémocratie. Enquête sur le gouvernement international du capitalisme*, Paris, Éditions Raisons d'Agir, 2022.

Christian Deblock et Vincent Gayon

01. Compte-rendu de Christian Deblock

- 1 Les ouvrages sur l'OCDE, en français de surcroît, sont suffisamment rares pour qu'on s'y arrête avec intérêt. La lecture en est d'autant plus alléchante que le livre porte de manière fort originale sur la manière dont se construit le discours de l'OCDE. Nous ne sommes pas simplement au niveau du débat d'idées, mais plutôt au niveau des jeux d'influence et de pouvoir, des jeux de couloir aussi entre les délégations, les divisions de l'organisation, les conseillers, les personnes en place, etc... La question centrale que se pose Vincent Gayon est dans le fond la même que posait Thomas S. Kuhn dans la structure des révolutions scientifiques : comment se forme un paradigme ? Pourquoi un paradigme en vient à en chasser un autre ? Comment un paradigme s'implante-t-il ? Ce n'est pas simplement par la force des idées qu'un paradigme s'impose, mais aussi par le capital de reconnaissance, le pouvoir, la centralité ou encore la force de conviction des personnes qui les portent et l'environnement dans lequel elles se développent que des idées nouvelles finissent par s'imposer. Le plus souvent d'ailleurs, par défaut, ou plutôt à défaut de mieux. C'est là que l'approche devient intéressante. Pour reprendre les mots de l'auteur : « L'avènement du néolibéralisme se joue en effet dans des arènes intergouvernementales concrètes, où sont d'abord mises en œuvre des stratégies keynésiennes d'adaptation, spécialement monétaires » (p. 161). Pourtant, ce qui s'y joue

et ceux qui y jouent bénéficient en général d'une faible visibilité et sont loin de toute imputabilité démocratique.

02. Le livre

- 2 Ce sont les premiers mots du livre et le point de départ de l'enquête qu'a voulu mener Vincent Gayon sur l'OCDE, ou du moins sur le débat sur le chômage qui a marqué le tournant graduel de l'organisation en faveur du néolibéralisme et mobilisé, opposé devrait-on plutôt dire, deux de ses départements : le département des affaires économiques (ECO) et celui de l'emploi, de l'éducation, du travail et des affaires sociales (DEELSA). La période est longue, environ vingt ans, mais les deux décennies couvertes, 1970 et 1980, sont celles de la transition et du passage du keynésianisme au néolibéralisme, ou pour reprendre les mots de l'auteur, « de la fin du « libéralisme encastré » à l'avènement d'un « régime de finance de marché » ou d'un « désencastré néolibéral » marqué par la domination de la sphère économique (en particulier financière) sur les ordres sociaux et politiques » (p. 23). L'ambition est grande, mais Vincent Gayon a choisi d'aller à l'essentiel et de se concentrer sur deux rapports et un personnage. Le premier de ces deux rapports est le rapport McCracken, du nom de celui qui présida les travaux du groupe Pour le plein emploi et la stabilité des prix (1977). C'est encore le temps des incertitudes, voire du désarroi des économistes face à la stagflation et aux limites du fine tuning et de l'ingénierie keynésienne, des marchandages entre les départements, mais les constats sont là : la situation est le résultat des erreurs intellectuelles et politiques passées. Les jeux ne sont pas encore faits, mais le département économique s'est imposé sur celui des affaires sociales et au travers de celui-ci, ce sont les monétaristes et les économistes de l'offre qui ont repris les choses en main. Le deuxième rapport étudié est celui sur l'emploi qui sera publié en plusieurs volumes à partir de 1994. Désormais qualifié dans les annales de l'OCDE comme la Stratégie de 1994 pour l'emploi, ce rapport va guider et orienter les réformes du marché du travail dans les pays membres. Entre deux, le Consensus de Washington et ses dix commandements, pour reprendre la formule à succès de John Williamson, se sont imposés. Tout comme les concepts de chômage naturel et d'ajustement structurel. Quant à l'emploi, de priorité qu'il devait être de la politique économique au temps du keynésianisme, il n'en est plus désormais que la variable d'ajustement. Enfin, troisième sujet d'étude de l'ouvrage : l'économiste Stephen Marris¹. L'étude de cas est particulièrement bienvenue. Elle montre au travers de ce personnage, un économiste qui passa quelque 27 ans à l'OCDE et y joua jusqu'à son départ forcé en 1983 un rôle de premier plan, à quel point se vérifie l'argument central de Vincent Gayon, à savoir que « L'OCDE n'est pas un lieu de savoir objectif, mais un lieu de pouvoir ».

03. Un regard nouveau sur les organisations internationales

- 3 *Épistémocratie* a deux grands mérites. D'abord, celui de montrer non seulement comment se monte et se démonte un consensus dans la coproduction et la synthèse réifiée de rapports, mais aussi comment de nouveaux agendas se trouvent mis à l'avant-plan et d'autres, relégués à l'arrière-plan à la faveur d'une relecture et d'une

réinterprétation des problèmes sans que l'on ne sache trop au bout du compte qui a écrit quoi, pour qui et pourquoi. Le second est de nous inviter à regarder les oppositions entre l'économique et le social sous l'angle des « rapports sociaux historiquement situés » (p. 325). Vincent Gayon y revient dans une conclusion à l'ouvrage fort stimulante. Parce que l'essentiel est là : les débats et analyses évoluent ; pas seulement en suivant le jeu des arguments et des vérifications, mais aussi au gré des interventions, manipulations et autres négociations. La question se pose dès lors, et Vincent Gayon et Romain Lecler se la posent dans l'introduction d'un numéro de la *Revue française de science politique* consacré au sujet : la compréhension des modes de gouvernance à l'échelle internationale ne demanderait-elle pas de sortir des analyses traditionnelles de l'économie politique internationale, et tout particulièrement de son stato-centrisme, et d'entrer dans le petit monde des experts internationaux, cette nouvelle épistémocratie comme la qualifie Vincent Gayon² ?

- 4 Un des objectifs de l'économie politique internationale à sa naissance était de combler un vide, d'introduire les dimensions politiques dans les relations économiques internationales et de faire ainsi le pont entre deux disciplines qui n'avaient jusque-là que très peu de rapports entre elles : l'économie internationale et les relations internationales³. L'internationalisme libéral l'avait fait, mais en marchant dans les pas de Ricardo. Sa théorie des avantages comparatifs fut alors complétée par un cadre institutionnel coopératif chapeautant une interdépendance économique toujours plus étroite, mais marquée du sceau du libéralisme. L'économie politique internationale (EPI) permit également aux réalistes de sortir de leur réserve et grâce, notamment, à la théorie de la stabilité hégémonique de montrer comment les États et les États-Unis en particulier étaient toujours au centre des débats, et y compris lorsqu'il s'agissait de commerce et des règles le concernant. Et du rapprochement de ces deux écoles de pensée sortit la théorie des régimes, sans doute le principal apport de l'EPI. D'autres perspectives, notamment le constructivisme et le marxisme, vinrent se mêler aux controverses traditionnelles entre les deux écoles de pensée (libérale et réaliste), mais après avoir suscité de grandes attentes, l'EPI finit par se perdre dans les clivages stériles autour du libéralisme et sur un plan plus empirique, dans des analyses quantitatives, des groupes de pression notamment, qui ne nous éclairent guère sur les débats de fond ni sur les trajectoires prises par les organisations internationales. Quant à la théorie des régimes, elle tourna aussi rapidement à vide, faute de pouvoir en expliquer les évolutions, faute aussi de sortir du fonctionnalisme.
- 5 Le livre de Vincent Gayon offre de nouvelles perspectives. La sociologie politique est présente depuis longtemps dans les débats de l'économie politique internationale, notamment ceux sur la variété des capitalismes et ceux sur le développementalisme, mais sans pourtant toucher à ce qui est au cœur du livre de Vincent Gayon : le mode de fonctionnement des institutions internationales et la construction de leur discours. C'est plutôt à une nouvelle sociologie politique qu'en appellent Vincent Gayon et Romain Lecler dans un texte qu'ils espèrent fondateur, reprenant à leur compte les mots de Emanuel Adler et Vincent Pouliot : « En se focalisant sur ce que les praticiens font, on zoome sur le déroulement quotidien de la vie internationale et on analyse comment leurs projets constituent, pris tous ensemble, la politique mondiale au sens large⁴. » L'approche privilégiée permet de porter un nouveau regard sur des processus qui ne sont pas stochastiques ni prédéterminés, encore moins téléologiques, mais sont-ils pour autant nécessairement agonistiques comme le prétendent Vincent Gayon et

Romain Lecler ? La question mérite au moins d'être posée, sauf évidemment à considérer que les rapports sociaux, peu importe où ils se situent, sont par nature conflictuels et antagoniques.

04. Pour ouvrir le débat

- 6 Malgré ses grandes qualités, l'ouvrage soulève quelques réserves. Ou plutôt présente plusieurs angles morts. J'en ai retenu trois. Le premier a trait au keynésianisme, trop pris pour acquis, me semble-t-il.

4.1 Quid du keynésianisme ?

- 7 Tout d'abord, de quel Keynésianisme parlons-nous ? Du keynésianisme à la Rehn ? Celui de la synthèse néoclassique ? Celui des disciples les plus proches comme Robinson, Kaldor, etc. ? Celui des postkeynésiens, des néokeynésiens ? Celui de la vulgate alternative actuelle, nostalgique d'un passé qui n'a jamais été, oubliant que Keynes fut un libéral convaincu, de surcroît élitiste et peu porté sur le social ? En fait, il n'y a jamais vraiment eu de consensus autour du keynésianisme, et la gauche qui s'en réclame aujourd'hui fut parmi ses critiques les plus virulents. (cf. les débats sur le capitalisme monopoliste, d'État ou non, ou encore, plus près de nous au Québec, ceux sur « l'État rouage de notre exploitation »).
- 8 On peut également s'interroger sur la lecture polanyiennne qu'en retient Vincent Gayon avec cette idée, certes, fort séduisante et, disons-le, remarquable du ré-enchâssement de l'économique dans le social, mais pour autant, était-ce ainsi que l'on a vu les choses et que celles-ci se sont passées ? Je reste un peu sceptique. Polanyi présente dans la grande transformation un point de vue qui demeure fortement inspiré par la pensée aristotélicienne, sinon chrétienne, et la distinction qu'Aristote et d'autres après lui introduisent entre l'économique et la chrématistique. Encore une fois, on peut voir les choses ainsi, mais ce serait oublier que Keynes était un libéral éclairé et cultivé et qu'à toutes fins pratiques, s'il était convaincu de quelque chose, c'était qu'à l'instar de John Commons qu'il tenait en très grande estime, il était possible de « rendre le capitalisme raisonnable ». Et pour y parvenir – ce qui n'était pas une mince tâche – de convaincre les États non seulement à le réguler chez eux, mais également à coopérer entre eux pour ainsi en garder l'essence, en l'occurrence la liberté et le rendement, et en éliminer les défauts, en l'occurrence le chômage et les inégalités. Et c'est autour de ces deux idées que s'est construit l'ordre économique d'après-guerre, avec deux leitmotivs : la libéralisation ordonnée des échanges à l'international et le plein-emploi à l'intérieur⁵. Ce faisant, l'objet n'était pas de démocratiser le capitalisme ni de socialiser l'État ainsi que le prétend Vincent Gayon, mais de « sauver » le capitalisme contre lui-même, en faisant de l'État la figure emblématique de sa régulation.
- 9 Ce fut incontestablement une période faste, mais n'oublions pas deux choses. Premièrement, et je me permets de citer Andrew Shonfield qui résume parfaitement ce qui s'est passé :
- « Il reste que si l'évolution du capitalisme à l'ancienne mode vers le capitalisme à la nouvelle mode n'avait dépendu que de la conversion intellectuelle au système keynésien, elle n'aurait eu peu de chances d'aller aussi loin. Après tout, nous avons eu maintes fois depuis la Guerre l'occasion de constater que des gens en place,

croyant s'être pénétrés des vérités économiques keynésiennes appliquaient en toute urgence une politique différente et souvent opposée à elles... Ce qui est caractéristique de la période d'après-guerre, c'est que diverses forces indépendantes se sont conjuguées pour accroître les moyens de régulation de l'économie, tout en maintenant le niveau de la demande à un très haut niveau, les gouvernements ont aussi eu le temps d'étudier les interventions les plus appropriées sans provoquer de désastre au cours de cet apprentissage. » (Andrew Shonfield, *Le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 1967, p. 64).

- 10 Et deuxièmement, si les critiques n'ont pas manqué de monter en exergue le « constructivisme », pour reprendre la formule de Hayek, du projet porté par ce qu'on appellera l'État-providence, et ce pour mieux en souligner l'erreur fatale, il n'en demeure pas moins que le maillon faible n'était pas là, mais à l'international. Comment parler de régulation quand celle-ci relevait exclusivement des États, à qui de surcroît on demandait de surcroît de coopérer étroitement ? Certes, avait-on institutionnalisé cette coopération, et même mis en place des mécanismes de soutien. Mais, sauf à contrôler étroitement les marchés, à commencer ceux des capitaux, et à obliger les États à agir de concert, n'était-ce pas mission impossible ? Tout sera dit quand les accords de Bretton Woods finiront par sauter, mais à ce propos, c'est encore Barry Eichengreen qui aura les mots les plus justes : il n'y a rien d'étonnant à ce que le système des taux de change fixes ait fini par sauter ; ce qu'il l'est, c'est qu'il ait pu durer aussi longtemps...

4.2 Le néolibéralisme

- 11 J'en viens au second angle mort : le néolibéralisme. Le problème du néolibéralisme est à la fois proche et différent de celui du keynésianisme. Proche, dans la mesure où l'on parle à la fois de vision du monde et d'agenda politique. Différent, dans la mesure où, contrairement à ce qu'il en fut du keynésianisme, il n'y a pas à proprement parler d'école de pensée néo-libérale. À l'époque, celle où Friedman et Nixon pouvaient dire « nous sommes tous des keynésiens », il y avait les keynésiens d'un côté, dominants, mais divisés néanmoins entre les deux Cambridge, et les autres, renvoyés à leurs lubies équilibristes. Leur désarroi dans les années de stagflation sera à la hauteur de l'arrogance qu'ils affichaient quand ils affirmaient de manière péremptoire que le temps des crises était révolu ! La division entre les keynésiens et les autres n'existe plus aujourd'hui, mais pour autant y a-t-il aujourd'hui un « bloc néolibéral » comme il y eut hier un bloc keynésien, ou du moins un bloc avec différentes écoles et sensibilités ?
- 12 Vincent Gayon prend soin de souligner les tensions entre les différentes écoles néolibérales, mais aucun économiste ne se déclarera aujourd'hui néo-libéral comme on a pu se dire keynésien à une autre époque. Les fractures sont même très importantes entre les écoles de pensée. Entre les monétaristes et les théoriciens de l'offre par exemple, entre les monétaristes et les théoriciens des anticipations rationnelles ou même entre les monétaristes eux-mêmes (ceux qui se réclament de Friedman et ceux qui se réclament de Hayek). Tout au plus, y a-t-il un tronc commun d'idées : 1) une vision « scientifique » de l'équilibre; 2) une vision « morale » de la concurrence comme contrainte extérieure des comportements; 3) une vision « quasi-religieuse » de l'individu rationnel et de ses droits qui, combinés aux deux autres, poussent à ne retenir qu'un seul modèle de liberté : celui de la liberté négative par opposition à celui de la liberté positive⁶.

- 13 Cela dit, Vincent Gayon pose un véritable problème : pourquoi le keynésianisme a-t-il fini par imploser et pourquoi en est-on venu, non pas une conception pré-keynésienne du chômage (p. 193), mais plutôt à des politiques plus incitatives tant sur les marchés du travail que sur les autres marchés. Face à l'inflation, les monétaristes furent les premiers à s'imposer, mais très vite le débat va glisser vers l'offre, avant de plonger dès la fin des années 1980 dans la mondialisation. Le débat était, certes, loin d'être joué d'avance comme le montre fort bien Vincent Gayon à propos du rapport McCracken. Mais nous sommes alors à la fin des années 1970, avec le démocrate J. Carter comme président des États-Unis. L'enjeu n'est déjà plus « la grande société » ou « la nouvelle frontière », mais la crise dans laquelle se trouvaient empêtrés les États-Unis. Quant au débat, il était déjà sorti de la régulation macro-économique, de celui qui opposait jusque-là keynésiens et monétaristes sur le chômage et l'inflation. On était déjà entré dans les débats sur l'offre et des changements structurels. Le clivage était alors entre les tenants de la politique industrielle, avec aux avant-postes, entre autres, Laura Tyson et Paul R. Krugman, et les tenants d'une politique pro-marché, concurrentiel comme on la qualifiera. On retrouvera le même débat un peu partout. Au Canada, il opposera le Conseil économique du Canada et le Conseil des sciences du Canada et sera au cœur des travaux de la Commission Macdonald qui conduiront, entre autres, au libre-échange avec les États-Unis. On connaît la suite : Reagan y mettra brutalement un terme en retournant aux racines du capitalisme, la libre-entreprise et la libre concurrence. Fallait-il s'en surprendre ? Pas vraiment. Reprenons l'extrait de Shonfield, mais à l'envers : ce dont avaient besoin les marchés, ce n'était pas de plus de régulation ni de politique industrielle, mais de relâchement et d'ouverture. C'est dans ce sens que vont alors se « conjuguer les différentes forces indépendantes » et c'est de cette liberté retrouvée, pourrais-je dire, que vont sortir les deux grandes révolutions de notre époque : celle des technologies de l'information et des communications et celle de la mondialisation. Après, il restera aux organismes internationaux comme l'OCDE à sortir le débat des querelles de clocher, à choisir les bons mots pour faire savant et à « produire » les rapports bien lissés qui devront faire autorité.

4.3 Retour sur les trois « i »

- 14 On touche ici ce qui me semble être le troisième angle mort du livre : le lien entre les idées et les intérêts. Ou pour reprendre le célèbre triangle des trois « i » de Peter Hall : comment les idées, les intérêts et les institutions s'emboîtent-ils les uns dans les autres ? On suit très bien Vincent Gayon dans son enquête sur la « production » d'un savoir, et à cet égard l'examen des brouillons est on ne peut plus révélateur de ce travail de lissage, de conciliation, de compromis, d'arbitrage, de marchandages, etc. auquel doivent se livrer les rédacteurs d'un rapport avant d'être estampillés « OCDE ». Mais on en revient néanmoins *in fine* aux deux questions centrales. La première est celle que posait Kuhn : comment se construit un paradigme et comment un paradigme en vient-il à s'imposer au détriment d'un autre ? Et la seconde, celle que soulève Hall : comment les idées qui seront à l'origine des principes sur lesquels seront construites les institutions, sont-elles, elles-mêmes, en phase avec les intérêts ?⁷
- 15 Concernant la première question, on sait que Keynes était quelqu'un qui croyait beaucoup au pouvoir des idées, mais n'oublions pas aussi qu'il fut toute sa vie un activiste politique de premier plan. D'autres marchèrent dans ses pas, Galbraith,

Friedman ou, aujourd'hui, Krugman et Stiglitz pour ne citer qu'eux, mais, par-delà l'activisme, il y avait aussi le Keynes parti à l'assaut de la « forteresse » (les économistes classiques, notamment ceux de la Banque d'Angleterre), le Keynes pressé dans l'urgence de la situation de reconstruire la théorie sur de nouvelles bases. Il ne s'agissait pas d'un détour intellectuel mais d'une condition sine qua non si l'on voulait sortir l'économie du triptyque équilibre-concurrence-rationalité que j'évoquais plus haut et sur lequel l'économie s'était construite comme science. Ne sous-estimons pas la puissance de ce discours simple, beau et reposant, à l'image de ces jardins japonais symboles de sérénité dans un monde de chaos. Keynes ne s'est pas trompé : pour convaincre, il fallait reconstruire la théorie, en proposer une autre qui fût non seulement plus efficiente, mais aussi dans l'air du temps. Shonfield pose bien la question à ce sujet, mais posons-nous aussi la question : qu'en aurait-il été de la Théorie générale, n'eût été la synthèse néoclassique à la Hicks ? Sa reformulation aura le double mérite de rendre La Théorie générale compréhensible de tous et de ramener aussi ce fripon de Keynes au bercaïl en présentant sa théorie comme un cas particulier à l'intérieur du triptyque. Avec le résultat qu'il sera d'autant plus facile de s'en débarrasser que le cas particulier ne correspondait plus à l'air du temps et que s'y accrocher relevait de l'erreur fatale.

- 16 Reconnaissons-le, ce détour à l'intérieur de la « forteresse » n'est pas l'objet du livre de Vincent Gayon, mais on ne peut non plus évoquer le keynésianisme ou le néolibéralisme sans en évoquer les fondements théoriques, les débats d'idées ou encore leurs implications politiques. C'est dans ce sens que Peter A. Hall, peu importe qu'il en soit le concepteur ou non, a voulu isoler avec son modèle des trois « i », les idées des deux autres « i » : les intérêts et les institutions. C'est cela qui fait tout l'intérêt et j'ajouterai la simplicité de son modèle : il ne s'agit pas de s'enfermer dans les débats d'idées, mais, en amont, de comprendre les valeurs et les intérêts qu'elles véhiculent et, en aval, les principes sur lesquels vont se construire les institutions. Ces deux éléments font, me semble-t-il, défaut dans le livre. Mais ne lui en tenons pas trop rigueur : la démarche de déconstruction que propose Vincent Gayon nous permet de mieux comprendre non seulement ce qu'il se passe à l'intérieur d'une organisation comme l'OCDE, mais aussi comment prennent forme des modèles de capitalisme, de développementalisme ou de keynésianisme aussi variés que différents les uns des autres. Et c'est ce que le lecteur que j'en ai été, a retenu.

05. Réplique de Vincent Gayon

- 17 Je ne peux que savoir gré à Christian Deblock de me proposer de réagir au compte-rendu de lecture qu'il a bien voulu donner de mon ouvrage dans les colonnes d'*Interventions économiques*. C'est un espace de discussion étonnamment rare dans le monde académique où le « droit de réponse » des auteurs ne s'ouvre en général que lorsqu'il est question de notes outrageusement polémiques. Pour le reste, point de *follow-up*.
- 18 Je me concentrerai ici sur les points de discussion que Christian Deblock a souhaité soulever. Mes réponses, plus ou moins longues selon les points, suivront globalement le même ordre et porteront donc sur le keynésianisme et le libéralisme encadré, sur le néolibéralisme, et enfin sur l'étude des microcosmes bureaucratiques internationaux.

5.1 Sur le keynésianisme et le libéralisme encadré

- 19 Sur le premier point, Christian Deblock pointe tout à la fois le flou ou la volatilité du terme (« de quel keynésianisme parlons-nous ? »), évoque son intérêt et ses doutes sur la description de la configuration d'après-guerre autour du concept polanyien de « réencastrement de l'économie », et relève enfin le « maillon faible » de cette configuration : « l'international » et, plus précisément, le système monétaire international et la libéralisation des mouvements de capitaux.
- 20 La première partie d'*Épistémocratie* s'intitule « Le keynésianisme international se débat ». Elle couvre une période allant de la fin des années 1950 jusqu'au milieu des années 1980. Ce titre souhaite d'abord interpellé sur un aspect de cette configuration : elle ne baigne ni dans l'irénisme ni dans une forme de consensus intellectualiste. Il cherche ensuite à éviter de plaquer sur la période le *telos* bien connue de la victoire néolibérale et à retrouver du même coup toute une série d'initiatives oubliées cherchant à sophistiquer ou réinventer le « keynésianisme » au cœur même de la « crise ». Ces décennies sont traversées par des débats plus ou moins saillants qui sont producteurs de réification ou d'homogénéisation en « camps », « groupes » ou « écoles de pensée ». A la question « de quel keynésianisme parlons-nous ? » – et Christian Deblock égraine certaines variantes que j'identifie dans l'ouvrage (« le keynésianisme à la Rehn », « celui de la synthèse néo-classique » ou « des disciples les plus proches comme Robinson », etc.), il faut répondre par une recherche empirique montrant quels sont les groupes effectifs qui se mobilisent dans les espaces internationaux, en revendiquant ou non ce label, en cherchant à le définir à leur convenance, en l'imputant à d'autres pour les amalgamer et les discréditer, etc. Une section de l'introduction (« Labels et luttes de classement : une histoire sociale des « -ismes », p. 29-32) se consacre à cette question théorique et méthodologique. Ce type de label fait l'objet de luttes de définition constante, dont il s'agit de retracer les logiques pour comprendre quelle définition du « keynésianisme » s'impose, et à quel moment. Cette bataille ne se résume pas à une bataille d'universitaires et d'intellectuels, d'autres groupes y participent qui disposent de ressources bureaucratiques et politiques et peuvent créer des alliances ou des convergences avec les premiers. Cette bataille ne saurait donc *a fortiori* se réduire au rôle joué par le « Keynes » historique, qui dispose néanmoins d'un volume et d'une structure de capitaux (culturel, social et économique), aux ancrages universitaires (à Cambridge), intellectuels (le groupe de Bloomsbury et certains médias) et bureaucratiques (au Trésor britannique) solides et permettant de comprendre la nature spécifique de son charisme ou de son capital symbolique (y compris, voire surtout, pour les acteurs situés dans le champ universitaire). C'est d'ailleurs tout l'objet du chapitre 2 (« Des lieux neutres en lutte », p 93-126) que d'analyser ces réseaux de consolidation entre les champs universitaires et les champs bureaucratiques et politiques, nationaux et internationaux, en se saisissant de la « réception » du rapport McCracken. Le chapitre 4 (« Souvenirs d'un apparatchik sans avenir », p. 157-189) s'intéresse quant à lui aux soutiens sociaux évolutifs à une figure bureaucratique, aussi éminente alors qu'aujourd'hui oubliée (Stephen Marris), incarnant une forme de technocratie internationale que Keynes appelait de ses vœux.
- 21 Le flou, la labilité du label fait donc pleinement partie de l'objet d'étude. Et plutôt que d'entrer avec une définition préalable et réificatrice dans cette lutte de classement – qui, au mieux, dégage un plus petit dénominateur commun et sert à des fins

pédagogiques d'exposition⁸, et au pire, produit des artefacts et une recherche en authenticité faisant sauter à pieds joints dans l'essentialisme –, le politiste, l'historien, le sociologue ou l'économiste ont tout à gagner à en observer en pratique les usages pour comprendre ce dont sont faits socialement ces microcosmes experts et les luttes qui s'y mènent, en particulier à coup d'étiquetage. Je ne peux donc que rejoindre l'avis d'Andrew Shonfield tiré par Christian Deblock du *Capitalisme aujourd'hui* : oui, la « nouvelle mode » n'a pas dépendu d'une simple « conversion intellectuelle ». J'ajoute également que A. Shonfield fait partie à sa façon de l'objet d'études en ce qu'il a pu réfléchir aux indicateurs sociaux quand il présidait le Social Science Research Council à la fin des années 1960 et au début des années 1970, mais qu'il n'a – comme du reste l'économiste Fred Hirsch, un autre inclassable « post- », « néo- », ou « alter-keynésien » ? –, guère pu peser dans les débats pour infléchir la définition productiviste de l'économie, tel qu'elle s'était institutionnalisée dans les instruments de la comptabilité nationale au sein des bureaucraties économiques et statistiques, nationales et internationales (spécialement à l'OECE et à l'ONU), notamment grâce à l'activisme de keynésiens patentés comme James Meade et Richard Stone. Cet aspect retient l'attention du chapitre 3 intitulé « L'État social et écologique pour une sortie de crise » (p. 127-156) dont l'intrigue se construit autour de l'étude de la production d'un rapport de l'OCDE (*The Welfare State in Crisis*, OCDE, 1982), aujourd'hui célèbre – en grande partie à tort – dans la littérature spécialisée sur l'État social pour avoir cristallisé le « tournant néolibéral » en matière de politiques sociales. Christian Deblock ne l'évoque pas dans sa note alors que ce chapitre étudie les luttes pour redéfinir le keynésianisme dans le sillage du rapport Meadows (1972) et des deux chocs pétroliers, au sein du pôle « emploi et affaires sociales » de l'OCDE face à l'orthodoxie macroéconomique « keynésienne », elle-même en mutation (et analysée aux chapitres 1, 2 et 4).

- 22 Venons-en maintenant à la question relative au « réencastrement de l'économie ». Sans qu'il soit ici nécessaire de revenir sur la conceptualisation polanyienne du désencastrement et ce qu'elle peut nourrir pour un projet de sociologie politique de l'économie⁹, je rappelle, en introduction comme en conclusion, l'appréciation complexe que Polanyi a porté sur la configuration socioéconomique d'après-guerre, à la fois dans *La Grande Transformation* et dans des textes d'intervention de cette période. Sceptique sur l'ordre de Bretton Woods en construction qu'il juge placée dans les mains de Wall Street et de son utopie d'un « capitalisme universel » (p. 305), il considère néanmoins le laissez-faire désormais enterré : les marchés demeurent, mais la « société de marché » est défaite (p. 23). C'est pourquoi il ne qualifie pas cette configuration comme un « réencastrement ». Il faudrait davantage. Du point de vue du socialiste et chrétien qu'il n'a jamais cessé d'être, en particulier : la réappropriation par les travailleurs de leur outil de travail et la définition politique, localisée et autogérée des prix de marché.
- 23 On doit en revanche à John Ruggie et, dans son sillage, à Eric Helleiner, d'avoir contribué à installer en économie politique internationale le concept de « libéralisme encadré », qui a pour mérite de rappeler la nature libérale du régime politico-économique promu après-guerre et dont Keynes a été un artisan. Keynes était un libéral et un réformiste, au plan politique et économique, dont les interventions des années 1930 visaient la rénovation du libéralisme et, en effet, comme le rappelle Christian Deblock, son « sauvetage » face aux périls qui le menaçaient : le nazisme ; le fascisme et le communisme. Ce « néolibéralisme » originel – le terme même est forgé à cette époque – cherche à trouver une troisième voie et agrège un cortège hétéroclite

d'intellectuels, de patrons, de permanents syndicaux, etc., que la Seconde Guerre mondiale va recomposer au gré de la collaboration des uns, de l'exil, de la déportation et de la mort de certains autres. Ce libéralisme rénové, fondé sur l'interventionnisme étatique et la planification, expérimentée ou intensifiée pendant la guerre, se développe sous des formes à chaque fois spécifiques : aux États-Unis avec le *New Deal*, au Royaume-Uni avec le plan Beveridge, ou en France avec le CNR et le Commissariat au Plan. Comme le libéralisme auparavant, ce régime économique, qualifié de « compromis fordiste » par l'école de la Régulation, est encore fondé sur la marchandisation de la nature, du travail et de la monnaie et largement adossé à une idéologie coloniale, productiviste et patriarcale. Pour autant, les objectifs de plein emploi et de croissance des niveaux de vie assurant la consommation de masse font subir au libéralisme des contraintes nouvelles. Le développement des droits sociaux qui s'arrachent alors, en particulier par des groupes communistes et socialistes qui pèsent directement ou non sur l'échiquier politique des pays occidentaux, les mesures d'interventionnisme et de protectionnisme économique, en particulier de relance contracyclique et de politiques industrielles, donnent à l'État et aux institutions paraétatiques un rôle, des prérogatives et une responsabilité nouvelle en matière économique et sociale. La Sécurité sociale en France apparaît de ce point de vue comme une expérience inédite de socialisation du salaire, gérée par les travailleurs eux-mêmes et suscitée par la mobilisation de la CGT et l'action d'un ministre communiste. Avec une intensité éminemment variable selon les configurations nationales, l'État se démocratise et le capitalisme se socialise. La « main gauche », sociale et protectrice, de l'État se construit – avec ses ambivalences – et peut agir comme « stabilisateur automatique » en creux de cycle.

- 24 Cette régulation inédite du capitalisme au plan national est en grande partie conditionnée au type de relations internationales en matière commerciale et monétaire. Bretton Woods a bien signé de ce point de vue la fin du régime de l'étalon-or. Inutile de rappeler que le plan Keynes n'a pas été adopté, que les États-Unis ont imposé le dollar comme devise de référence (à la place du Bancor), en matière d'ajustement des balances des paiements entre Trésors et Banques centrales et en matière de contrats internationaux sur les matières premières (spécialement le pétrole), ou encore que les conditionnalités rigoristes des prêts du FMI ont commencé dès les années 1950 pour les pays du Sud, alors que les pays du Nord en étaient exemptés, car ils bénéficiaient quant à eux d'une coopération monétaire régionale *ad hoc*, dérogoratoire au régime de Bretton Woods, et placée sous la protection des États-Unis : l'Union européenne des paiements (UEP). Mais je serais toutefois moins catégorique que CD pour expliquer les fragilités intrinsèques et inévitables du régime de Bretton Woods. Le chapitre 4 apporte selon moi des éléments qui montrent combien tout n'était pas écrit à l'avance, y compris après la décision par Nixon de suspendre la convertibilité or du dollar en 1971. Ce type d'explication est trop commode et objectiviste. Il laisse dans l'ombre les résistances, les contre-initiatives, mais aussi le travail de sape des acteurs financiers (la libéralisation des mouvements de capitaux *erga omnes*, y compris ceux à court terme, ne date que de la fin des années 1980 en Europe). Là encore, des acteurs éminents dans ces petits espaces de l'expertise et de la prise de décision monétaire et financière internationale, comme Robert Triffin ou Jacques Polak, pouvaient croire encore dans un régime de Bretton-Woods rénové ou à des formes de régionalisme monétaire analogue à l'UEP, y compris au début des années 1980. Mal leur en a pris à l'OCDE ; le cas Marris étant emblématique à cet égard.

L'hégémon (reaganien) n'était plus bienveillant du tout. Et comme l'a relevé de son côté Charles Kindleberger, à la différence des réunions du Groupe de travail n°3 du Comité de politique de l'OCDE (où Marris officiait), « le sommet annuel des sept chefs d'État [le G7] est devenu un jeu d'ombres, un spectacle de chiens et de poneys [qui a] substitué le cérémonial à la substance. »¹⁰

5.2. Sur le néolibéralisme

- 25 Christian Deblock considère qu'une différence substantielle existe entre « keynésianisme » et « néolibéralisme » : personne ne revendique l'appartenance à ce dernier groupe, alors que le premier a constitué une « école de pensée » ou un « bloc keynésien ». Il semble alors se contredire avec ce qu'il écrivait plus haut : « il n'y a jamais vraiment eu de consensus autour du keynésianisme ». Trois éléments méritent précision pour lever cette contradiction apparente. Le premier touche à l'organisation d'un groupe autour de Keynes à Cambridge, assez hétéroclite, mais cohésif (Bairogh, Robinson, Kaldor, Kalecki, Meade, etc.), qui formerait donc « l'école de pensée » *stricto sensu* et compte sans doute un « premier » puis un « deuxième cercle », etc.¹¹ Le second élément tient au fait qu'il n'y a jamais eu de « consensus » à l'égard de cette doctrine économique, à la fois dans les champs nationaux des sciences économiques et plus largement dans les champs bureaucratiques. Elle est restée débattue et inégalement « influente ». Le troisième renvoie à l'idée que personne ne revendiquerait la bannière « néolibérale » pour elle-même. Ceci est discutable au plan historique pour les années trente, et moins au sortir de la guerre et dans les années 1960 et 1970 où d'autres labels font irruption : « monétaristes », « nouveaux classiques », « *supply-siders* », « Chicago boys », « nouveaux keynésiens », « structuralistes », etc. Christian Deblock propose alors de définir un « tronc commun d'idées » aux « différentes écoles néolibérales », qui ne recoupe qu'en partie celui que je propose (p. 31) en me fondant sur les travaux des sociologues, historiens et politistes ayant enquêté sur le « collectif de pensée néolibérale ». Je laisse cette discussion ici car elle mène le plus souvent à une impasse objectiviste et essentialiste – hypostasiant « une Rationalité Néolibérale », en forme de baudruche conceptuelle – et délaisse l'analyse des groupes concrets et de leurs appuis sociaux, en particulier politiques et bureaucratiques, qui défendent telle ou telle interprétation de la réalité économique, de ses causalités, de ses problèmes et des moyens de les surmonter. Je pointe dans *Épistémocratie*, ceux d'entre eux qui ont eu voix au chapitre dans les arènes de l'OCDE que j'ai enquêtées. Si, enfin, le groupe « néolibéral » a été en partie reconstruit par ses détracteurs, spécialement dans les années 1990 et 2000 avec le mouvement altermondialiste, il n'en demeure pas moins que s'observent dès les années 1940 et 1950, et avec des nuances et des conflits¹², des groupes plus ou moins unis par ce à quoi ils s'opposent : précisément le « keynésianisme », qu'ils dénoncent de manière réifiée comme la pensée unique du moment.

5.3. Sur l'étude des microcosmes bureaucratiques internationaux

- 26 Christian Deblock m'accompagne sur le chemin de la sociologie des « brouillons ». Le suivi des lectures et réécritures collectives des rapports d'une organisation internationale comme l'OCDE permet de suivre au plus près comment s'assemblent des groupes et des idées plus ou moins hétérogènes, dans des cadres institutionnels plus ou

moins objectivés. Plutôt que de partir des produits finis pour en inférer *a posteriori* les intérêts sous-jacents, comme le fait l'immense majorité de la littérature d'économie politique internationale¹³ – quand elle ne reprend pas telle quelle les rapports des organisations internationales comme outils d'analyse –, cet angle d'attaque offre une connaissance renouvelée de ces microcosmes bureaucratiques et de leur dépendance relative à leur environnement politique et universitaire.

- 27 En revenir alors à Kuhn ou à Peter Hall ? Pour le premier, la structure des « révolutions scientifiques » ou des « ruptures paradigmatiques » repose sur des causes essentiellement internes à la communauté scientifique, à ses normes de validité et aux critiques adressées avec succès au paradigme installé (au « noyau dur » du « programme », comme dirait Lakatos, ou à ses thèses périphériques progressivement érodées, etc.), qui est ainsi mis à l'épreuve, déstabilisé puis renversé par un autre, sur la base des acquis antérieurs. Il y a discontinuité dans et par la cumulativité : les révolutions sont faites de la connaissance précédente, dépassée et critiquée. Pour le second, les changements de « paradigme de politique publique » tiennent à d'autres enchaînements et à une multiplicité d'univers sociaux, qui entrent en résonance à la périphérie et dans l'État (presse, *think tanks*, universités, partis politiques, scène parlementaire, bureaucraties) et qui touchent à plusieurs « niveaux de changement » (paramétrage des instruments, nature des instruments de politique publique, orientation générale).
- 28 Les microcosmes de l'expertise internationale – ou ce que je désigne comme le « champ de l'épistémocratie internationale » – ici dans le domaine des politiques économiques et sociales en suivant le traitement des questions d'emploi et de chômage, sont plus ou moins sensibles, directement ou non, à ces autres univers. Je préfère parler de « configuration néolibérale » ou « keynésienne » plutôt que de « paradigme », pour en souligner l'aspect institutionnel précis et ne pas se contenter d'une approche par les idées. Tout comme je préfère parler de « configuration épistémocratique » plutôt que de « communautés épistémiques » pour ne pas céder à ce penchant logo-centré ou scolastique, qui prête d'emblée à ces groupes une cohésion qu'ils n'ont pas toujours – on serait même tenté d'affirmer presque jamais – et certainement pas sur un mode exclusivement intellectualiste. Il y a un rapport social de reconnaissance et de production d'un certain savoir qu'il faut objectiver. Et ce rapport social est le produit de luttes et d'alliances, passées et présentes, qui ne sont pas que savantes. Elles excèdent de très loin les dynamiques sociales relativement spécifiques aux champs scientifiques. Ces configurations épistémocratiques sont faites de flux, plus ou moins routinisés et institutionnalisés, de relations entretenues entre le champ universitaire, en particulier le champ des sciences économiques étatsuniennes (chapitre 2), les champs politiques et les champs bureaucratiques, journalistiques et syndicaux. La bureaucratie, elle-même différenciée, que constitue le secrétariat de l'OCDE est plus ou moins connectée à ces univers et à d'autres univers bureaucratiques internationaux, comme le FMI, le G7, ou l'OIT (les chapitres 3, 4, 5 et 6 y insistent), dans des rapports faits de collaboration, de compétition, d'allégeance ou d'affrontement. Le chapitre 7, non évoqué par Christian Deblock (« L'État social aux prises avec l'OCDE, la Commission européenne et les gouvernements », p. 267-295), identifie depuis la décennie 1990 jusqu'à aujourd'hui les réseaux de consolidation différenciés et clivés qui traversent aussi bien les gouvernements, que l'OCDE et la Commission européenne, et assure une prééminence stratégique à leurs secteurs économiques et financiers respectifs dans la

définition des politiques de l'emploi et de lutte contre le chômage (« Stratégie pour l'emploi » de l'OCDE, d'un côté, « Stratégie européenne pour l'emploi » de l'autre) face à leurs Directions des affaires sociales.

- 29 Je n'observe pas ces relations sur un mode exclusivement interactionniste et intentionnaliste (à coups de coalitions) comme l'essentiel de la littérature en la matière (dont P. Hall). J'intègre à l'analyse les logiques portées par les dispositions des acteurs (comme leur formation), par les positions institutionnelles occupées et défendues, ainsi que la logique de situation spécifique liée à la forme sociale « rapport », qui fait tenir ces groupes hétérogènes. Je ne crois pas ainsi perdre de vue les « débats » et les « idées » – combien de fois n'ai-je d'ailleurs perçu ou entendu de mes lecteurs ou de mes éditeurs un brin d'effroi sur la restitution granulaire des débats entre économistes – ni sous-estimer la force sociale des idées simples ou fausses : que dire ainsi des démentis répétés à la courbe de Phillips, puis des confirmations ultérieures? Que dire des calculs plus qu'approximatifs ou flottants sur le NAIRU, qui pourtant continuent à donner le la ? Que dire de la logique du *benchmarking* sur la dérégulation des marchés du travail qui se retourne contre son créateur ? Autant d'instruments de politiques qui incorporent des hypothèses plus générales, qui embarquent des théories et leur système explicatif (chômage volontaire ou involontaire, équilibre de sous-emploi, *job search*) et rendent possible à moindres frais la décision politique sous couvert d'autorité scientifique. Je crois pourtant nécessaire d'en passer par une telle étude pour comprendre ce dont est faite la nature des échanges, c'est-à-dire aussi le niveau de censure spécifique – la « mise en forme » – auquel obéissent, de manière différentielle, les participants de ces microcosmes pour sublimer leurs intérêts expressifs. Je reprends ici le programme de recherche relationnel, historique et réflexif sur les champs de production culturelle développés par Pierre Bourdieu¹⁴ et le prolonge dans le suivi de l'écriture collective ou de l'acte de production (ce que j'appelle « sociogénétique », en m'inspirant aussi de la « génétique littéraire » et que je développe en annexe de l'ouvrage et dans d'autres publications¹⁵).
- 30 Cela permet de montrer comment certaines idées se rendent incontournables au cœur de certaines institutions, comment se configurent certains débats, tout à la fois dans l'évitement, la négligence ou l'ignorance, stratégique ou routinière, de certaines questions (ex : réduction du temps de travail, libéralisation financière), ou réciproquement la focalisation sur d'autres (marché du travail, chômeurs à activer), voire leur monopolisation et leur sectorisation (interdiction faite aux secteurs dominés d'évoquer les politiques budgétaires ou monétaires). Cela permet aussi de comprendre que ces retournements « paradigmatiques » – si l'on tient à l'expression – sont d'abord faits de petites parenthèses qui s'ouvrent à un moment donné, par des acteurs alors dominants, et qu'ils n'arrivent pas toujours à refermer par la suite (chapitres 1 et 3). Une fois ces brèches ouvertes par des acteurs alors sûrs de leur autorité pour en contrôler l'ouverture, d'autres acteurs les élargissent et obtiennent le soutien, à contretemps ou non, d'acteurs politiques ou journalistiques, jusqu'à parvenir à ringardiser et déclasser les anciens établis et les pousser à l'exit (chapitre 4), ou à transformer le sens et la nature des diagnostics et des préconisations. La parenthèse de « l'ajustement positif », des « politiques actives de l'emploi » ou de la recherche de « liquidité financière » s'est ainsi prolongée en « ajustement structurel », en « activation des chômeurs » et en « libéralisation financière ». Aujourd'hui, c'est par

exemple la parenthèse interventionniste qui s'est ouverte avec le Covid 19 que toute une série d'agents cherchent à refermer au plus vite¹⁶.

NOTES

1. Le chapitre que Vincent Gayon lui consacre a fait l'objet d'une publication à part dans la *Revue française de science politique* : « Souvenirs d'un apparatchik sans avenir. Un charisme de fonction au cœur du " libéralisme encastré " et de son délitement », vol. 72, n°1, 2022, pp. 55-79.
2. Vincent Gayon et Romain Lecler, « Ce que l'international fait à l'économie (et réciproquement). Pour une sociologie des politiques économiques internationales », *Revue française de science politique*, vol. 72, n°1-2, 2022, pp. 9-31.
3. Voir à ce sujet l'entrevue avec Stéphane Paquin : « L'économie politique internationale vue du Québec », *Interventions économiques*, vol. 22, 2022. <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/15954>
4. Emanuel Adler et Vincent Pouliot, « International Practices », *International Theory*, vol. 3, n°1, 2011, pp. 1-36, ici p. 20.
5. On ne saurait sous-estimer l'importance et l'impact qu'eurent le Livre blanc de William Beveridge sur l'Assurance sociale et les services connexes (1942) et son rapport sur le plein-emploi dans une société libre (1944). J'y reviens longuement dans Christian Deblock, « Du plein emploi à la compétitivité », dans F. Crépeau (dir.) *Mondialisation des échanges et fonctions de l'État*, Bruxelles, Bruylant, 1997, pp. 63-122.
6. J'emprunte la distinction à Isaiah Berlin.
7. L'ouvrage qu'il dirigea sur l'implantation du keynésianisme reste incontournable : Peter A. Hall (dir.), *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*. Princeton, Princeton University Press, 1989.
8. Et je rappelle par exemple la position prise par Peter Hall (p. 30) dans l'ouvrage collectif sur le keynésianisme cité aussi par Christian Deblock.
9. Je me permets de renvoyer au programme développé dans Vincent Gayon, Benjamin Lemoine, « Maintenir l'ordre économique : Politiques de désencastrement et de réencastrement de l'économie », *Politix*, vol. 27, n.105 (1), 2014, pp. 7-35.
10. C. P. Kindleberger, "International public goods without international government", *The American Economic Review*, 76 (1), 1986, pp. 1-13, ici p. 10.
11. Auxquels il faudrait associer des « keynésiens états-uniens » aussi différents que Alvin Hansen, Robert Roosa, John K. Galbraith, James Tobin, voire John Hicks ou Paul Samuelson, etc.
12. Hayek n'était pas Röpke, qui n'était pas Mises ou Haberler, qui n'étaient pas Rüstow ou Müller-Armack, qui n'étaient pas Friedman, ni Machlup, ni Lucas ou Stiegler, qui n'étaient eux-mêmes ni Laffer, ni Simon, ni McCracken, ni Rothbard, etc.
13. Dernier exemple en date dont j'ai pris connaissance après la parution d'*Épistémocratie*, le livre de Paul Cammack *The Politics of Global Competitiveness* (Oxford University Press, 2022) ne donne presque aucune information sur la structuration sociale de ces univers et se contente d'un commentaire critique, en l'occurrence d'orientation marxiste, des productions de l'OCDE et de la Banque mondiale depuis le milieu des années 1970 sur les questions de formation et d'emploi. Le lecteur en est réduit à suivre année après année une litanie bureaucratique promouvant la

compétition internationale et produite par des institutions hypostasiées, sans pouvoir en saisir les ancrages sociaux, académiques et politiques et les principes de reproduction ou d'évolution.

14. Par exemple, pour les champs littéraires ou philosophiques dans *L'ontologie politique de Martin Heidegger* (Paris, Minuit, 1984), *Les Règles de l'art* (Paris, Seuil, 1992) ou les *Méditations pascaliennes* (Paris, Seuil, 1997).

15. V. Gayon, « Écrire, prescrire, proscrire : Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 213 (3), 2016, pp. 84-103.

16. Voir par exemple : Benjamin Lemoine, *La démocratie domestiquée par la dette*, Paris, La Découverte, 2022.

AUTEURS

CHRISTIAN DEBLOCK

Professeur honoraire au département de science politique, Université du Québec à Montréal,
deblock.christian@uqam.ca

VINCENT GAYON

Maître de conférences en science politique, Université Paris Dauphine,
vincent.gayon@dauphine.psl.eu